



L'AFRIQUE AUSTRALE ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL : GOUVERNANCE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Académie des Sciences d'Outre-Mer

Marc Aicardi de Saint-Paul

3 octobre 2025

Contrairement à la plupart des Etats africains, ceux d'Afrique australe ont accédé à la souveraineté internationale, et/ou à la règle de la majorité bien plus tard, à trois exceptions près : la Zambie et le Malawi en 1964, le Botswana en 1966.

La « révolution des œillets » du 25 avril 1974 conduite par le Général Spínola mit fin à l'« Estado Novo » et permit à l'Angola et au Mozambique de devenir Indépendants en 1975 à la faveur des accords d'Alvor.

Quant à la Rhodésie du Sud, au Sud-Ouest Africain et à l'Afrique du sud, les trois derniers pays à être encore dirigés par des Blancs, il leur faudra patienter avant d'accéder à la Majority Rule.

A travers les exemples des 5 principaux pays de la zone, nous nous efforcerons de montrer, comment les conditions de l'accession à la majorité noire et la recomposition de l'ordre international ont conditionné leur type de Gouvernance, ainsi que leurs relations internationales.

Puis, Philippe Gautier, Directeur général du MEDEF International, qui sera présenté par notre vice-Président Michel Roussin, fera un point sur les entreprises françaises en Afrique, et notamment en Afrique australe.

Sans transition j'aborde maintenant le sujet de ma communication en commençant par :

I GOUVERNANCE : LA PREDOMINANCE DE PARTIS UNIQUES DE FAIT

Le personnel politique actuel est l'héritier de mouvements ayant combattu pour l'avènement de la règle de la majorité, grâce au soutien des pays communistes. La plupart de ces régimes sont des régimes autoritaires, voire dictatoriaux, dans lesquels l'Etat de Droit est relatif et les fractures au sein de leurs sociétés, importantes. Il convient néanmoins de moduler cette généralisation en fonction de l'époque et de l'environnement international. Dans certains pays en effet, l'accession à l'indépendance n'a pas été synonyme de paix, à cause de luttes ethniques, claniques, idéologiques et d'interventions étrangères persistantes.

En ANGOLA, lors de la guerre d'indépendance, trois mouvements d'obédience diverses étaient actifs dans le pays : Le MPLA d'orientation marxiste-léniniste d'Agostinho Neto, soutenu principalement par l'Union soviétique ; le FNLA, créé par Holden Roberto, aidé par le Maréchal Mobutu ; enfin, l'UNITA de Jonas Savimbi, issu d'une scission avec le FNLA en 1966, opérant à partir de son fief du sud, appuyé à ses débuts par la Chine communiste.

Les trois partis rivaux participèrent aux premières élections générales de 1975, qui se traduisirent par la victoire du MPLA. La guerre civile qui s'ensuivit, entraîna l'intervention d'un corps expéditionnaire cubain en soutien du MPLA, contre l'UNITA, aidée par l'Afrique du sud et la CIA. Cette situation ne fit que renforcer le caractère dictatorial du régime à parti unique de Luanda.

Avec l'indépendance de la Namibie, le retrait des troupes cubaines et sud-africaines, la constitution de 1992 institua une démocratie multipartite de façade. Mais c'est la disparition de Jonas Savimbi en 2002, qui entraîna véritablement la cessation des hostilités et un semblant de vie démocratique.

Le MPLA l'emportera sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui, lors de scrutins plus ou moins contestables. Gouverné par le Président José Dos Santos de 1979 à 2017, l'Angola ne connut qu'enrichissement personnel de la *nomenklatura*, corruption et paupérisation.

Lors des élections à l'assemblée nationale de 2017, le MPLA obtint 66% des voix, en recul par rapport à 2012 et sa tête de liste João Lourenço, accéda à la Présidence. Bien que le MPLA ait vu son score diminuer une fois de plus au scrutin de 2022, J.Lourenço a été réélu, grâce à un scrutin mixte à finalité proportionnelle assez complexe, lui permettant d'obtenir les 2/3 des sièges. Mais sentant sa majorité s'éroder, il profita de la pandémie de COVID 19 pour repousser de trois ans les premières élections municipales du pays, privant ainsi l'opposition d'une tribune.

Le **MOZAMBIQUE** a suivi une trajectoire similaire, dans la mesure où le FRELIMO, principal mouvement indépendantiste, dirigé par Samora Machel, lui aussi d'obédience communiste, ayant accédé au pouvoir en 1975, il se trouva confronté à une opposition armée. Elle émanait de transfuges qui formèrent la RENAMO, parti conservateur antimarxiste grâce à l'appui des services spéciaux rhodésiens.

A l'indépendance du Zimbabwe, l'Afrique du Sud prit le relais de la Rhodésie en soutenant la RENAMO. Elle fut notamment aidée financièrement par les Etats-Unis et bénéficia de fournitures d'armes envoyées par la RSA via les Comores.

En 1985 une expédition conjointe des forces armées du Zimbabwe et du Mozambique anéantit le quartier général des rebelles, situé à Gorrongosa et en

1992 un traité de paix fut signé à Rome, sous les auspices de la Communauté Sant'Egidio.

S'étant transformée en parti politique : la RENAMO-UE, son chef historique, Alfonso Dahklama se présenta à plusieurs reprises aux élections générales, mais il fut systématiquement battu. A sa mort en 2018, c'est Ossufo Momade qui lui succéda, mais son score aux élections de 2024 se révéla décevant. En effet, il sera devancé par un de ses anciens dirigeants, Venancio Mondlane, alors que Daniel Chapo du FRELIMO remporta l'élection présidentielle avec 70% des voix. Une fois de plus, une fraude massive fut constatée par des observateurs étrangers, entraînant des heurts sanglants qui firent des centaines de victimes.

Pourtant le Mozambique ne peut pas se payer le luxe d'être désuni, alors qu'il est miné par une guérilla djihadiste affiliée à l'Etat islamique, qui sévit depuis 2017 dans la province de Cabo Delgado. La raison de ce soulèvement tient essentiellement à la mal-gouvernance de cette région majoritairement musulmane, mise en coupe réglée par les généraux du FRELIMO, d'ethnie Makonde. De nombreux pays ont envoyé des contingents, pour tenter de pacifier la région, sans grand succès d'ailleurs. Mais aujourd'hui, c'est le Rwanda qui est appelé à la rescousse.

Le pouvoir central est donc contesté, à la fois par une opposition légale très active, victime d'une parodie d'élection, et par une guérilla islamiste qui contrôle une grande partie de la zone la plus riche en matières premières.

La **RHODESIE / ZIMBABWE** fut le troisième domino du glacis blanc à tomber. L'ancienne colonie britannique n'a accédé à l'indépendance internationalement reconnue qu'après un combat d'arrière garde des Blancs pour se maintenir au pouvoir, le 18 avril 1980, à la faveur des accords de Lancaster House.

Cependant l'ancienne rivalité entre la majorité shona dont est issu Mugabe et les Ndebele représentés par Nkomo, tous deux anciens alliés au sein du Patriotic Front (PF), se transforma en guerre civile. A partir de 1987, Robert Mugabe

alors Premier ministre, supprima les sièges réservés aux Européens. Il instituât un régime présidentiel à poigne, qui se radicalisa jusqu'à son éviction en novembre 2017 par le vice-Président, le général Emerson Mnangagwa. Permettez-moi de vous livrer une petite anecdote personnelle concernant ce général. Pendant une mission à l'Institut Français de Harare en 1997, je participais à un dîner offert par l'Ambassadeur de France, Jacques Migozzi, et le général m'expliqua avec force détails, comment il avait coordonné le massacre de 20 000 Ndebele, avec l'aide de la 5^e brigade nord-coréenne en 1983.

La corruption généralisée, le scandale du trafic de l'or zimbabwéen vers Dubaï, organisé avec la complicité des autorités, ainsi que les conséquences de la redistribution des fermes, ont conduit à la dépréciation vertigineuse du dollar zimbabwéen. En conséquence de quoi, en 2024, les autorités créèrent une monnaie adossée à l'or, le ZimGold (ZIG) ce qui n'a pas arrêté sa chute. Cette situation dramatique a entraîné un second exode, celui d'un million de Zimbabwéens de toutes origines, majoritairement en Afrique du Sud où ils sont victimes du rejet de la population.

Les velléités du Président de prolonger son mandat de deux ans, jusqu'en 2030, sans passer par une révision constitutionnelle se précisent, alors qu'il pâtit, à son tour, de la contestation de son vice-Président Constantino Chiwenga. Mais Mnangagwa est soutenu par les anciens « comrades » qui ne veulent pas abandonner la ligne idéologique du parti, ce qui conduirait estiment-ils à un rapprochement avec l'Occident.

Le **SUD OUEST AFRICAIN / NAMIBIE**, Mandat C de la SDN, fut longtemps considéré comme la 5^e province de l'Afrique du Sud. La **SWAPO** se livrait alors à une guérilla à partir de l'Angola, surtout depuis le départ des Portugais, et l'arrivée des Cubains.

La pression internationale incita le Président sud-africain John Vorster à tenter un règlement interne, avec la Democratic Turnhalle Alliance (DTA), qui déboucha sur le premier gouvernement multiracial, le 1er juillet 1980.

Cependant, ni l'ONU, ni la communauté internationale ne reconnurent ce scrutin.

L'affrontement Est/Ouest étant à son paroxysme, les Américains et les Sud-africains lancèrent une initiative conjointe appelée « Constructive Engagement », sous la présidence de Ronald Reagan. Elle consistait à troquer l'indépendance de la Namibie, contre un départ des troupes cubaines d'Angola, (le « linkage »), quelques mois après la chute du mur de Berlin. Ironie du sort, au même moment, du 7 au 11 novembre, se déroulait l'élection des membres de l'Assemblée constituante namibienne, à laquelle je participais en tant qu'observateur, et qui devint l'Assemblée nationale le 21 mars 1990, jour de l'indépendance.

Depuis les premières élections internationalement reconnues, remportées par Sam Nujoma, leader historique de la SWAPO, ce parti a remporté tous les scrutins jusqu'à aujourd'hui. Toutefois, lors des élections de novembre 2024, la vice-présidente Netumbo Nandi-Ndaiwah n'a été élue qu'avec 57% des suffrages, alors que les scores de la SWAPO étaient d'habitude proches de 90%. Mais le parti dominant permanent, doit essentiellement son salut au vote des Ovambo qui constituent la moitié de la population du pays. Cette défiance à l'égard de la SWAPO tient à la multiplication des scandales de corruption et aux inégalités de richesses. Depuis 2018, la redistribution des terres agricoles, possédées à 70% par des Blancs et inspirée par les exemples du Zimbabwe dès les années 2000 et plus tard par l'Afrique du Sud, s'accélère.

Et moins de 6 mois après les dernières élections, des dissensions apparaissent entre le chef de l'Exécutif et Sophia Shaningwa, la Secrétaire générale du parti, qui se préparerait pour celle de 2027 ; ce qui confirmerait la perte de cohésion à l'intérieur même du parti issu de la lutte pour l'indépendance

La transition de l'**AFRIQUE DU SUD** d'un régime condamné internationalement pour sa politique raciale, à la naissance de la « Nation arc-en-

ciel » fut saluée unanimement par la communauté internationale, ainsi que par une majorité de Sud-Africain, y compris les Blancs.

La Constitution provisoire adoptée en 1993 organisa donc les premières élections multiraciales le 28 avril 1994, qui se déroulèrent dans un climat quasi insurrectionnel, notamment à Johannesburg et dans le Kwazulu Natal où je me trouvais, à ce moment-là, mais elles auront consacré la victoire de l'ANC avec 63% des voix.

La démocratie constitutionnelle de la nouvelle Afrique du Sud représente incontestablement une avancée remarquable, au sens littéral du terme, mais peut-elle pour autant être considérée comme un modèle ? Si formellement personne ne peut douter de l'intention louable des constituants, il convient néanmoins de relativiser ce jugement.

D'une part, pendant trente ans, l'Afrique du Sud a connu le parti unique de fait, et ce sont les dissensions internes à l'ANC qui lui ont fait perdre la majorité absolue aux dernières élections ; contraignant Cyril Ramaphosa à former un « Government of National Unity », avec une dizaine de partis, tout en excluant MK (Umkhonto weSizwe) de l'ancien Président Jacob Zuma et les radicaux de l'EFF (Economic Freedom Fighters) de Julius Malema, arrivés respectivement en seconde et troisième position. En réalité il s'agit plutôt d'une « grande coalition » que d'un gouvernement d'unité nationale.

En second lieu, plusieurs mesures phares ont été prises, comme le « Black Economic Empowerment » et l'« Affirmative Action » ; or il s'agit de programmes établis sur une base raciale, principe contre lequel la majorité noire s'est battue pendant 80 ans.

Enfin le nouveau décret permettant la nationalisation sans compensation de fermes appartenant majoritairement aux Blancs, semble lui aussi réintroduire un facteur racial que l'on croyait délégitimé à jamais.

La Présidence de Nelson Mandela et dans une moindre mesure celle de Thabo Mbeki, ainsi que la commission Vérité et Réconciliation présidée par Mgr

Desmond Tutu semblaient engager le pays sur la bonne voie. Toutefois, les promesses de l'ANC, n'ont pas été tenues, qu'il s'agisse de logement, d'emploi, de santé, d'éducation, d'inégalités persistantes et surtout de criminalité : 27 621 meurtres pendant l'année 2023-2024. De plus, les assassinats ciblés de fermiers blancs qui s'élèverait à plus de 4000 depuis 1994 est alimenté par des slogans tels que « One Bullet, One Boer » de Julius Malema, dissident de l'ANC et fondateur d'un parti radical anti-Blancs, d'inspiration marxiste-léniniste et panafricaniste : l'EFF.

La corruption, qui était quasi inexistante dans le régime pourtant honni de l'apartheid, se développa à grande échelle sous la présidence de Jacob Zuma (2008-2018), en particulier avec les liaisons dangereuses qu'il entretenait avec la famille Gupta, des milliardaires indiens. Le chiffrage de la « State Capture », varie selon les sources : de 40 à 100 milliards de dollars en quatre ans.

Condamné à une peine de prison, l'ancien président fut libéré et après avoir perdu son bras de fer pour garder le contrôle de l'ANC, créa MK, un parti concurrent.

Cyril Ramaphosa, ancien leader du syndicat des mineurs, devenu riche homme d'affaires, grâce aux largesses du patronat blanc, profita des déboires judiciaires de Jacob Zuma pour se faire élire sous la bannière de l'ANC aux élections de mai 2019. Mais affaibli par le scandale de corruption du « Farmgate » qui éclata en décembre 2020, il se retrouva concurrencé à la fois sur sa droite et sur sa gauche aux élections de 2024. Le résultat fut sans appel : l'ANC n'obtint que 40% des suffrages, et la Democratic Alliance 22%, MK de Ramaphosa : 15% et l'EFF de Malema : 9.5%.

Dès lors, le Président a été contraint de former un gouvernement de large union nationale, incluant une dizaine de partis issus des dernières élections, tout en excluant MK et l'EFF. Cet esprit de collaboration continuera-t-il à prévaloir, ou bien ne s'agit-il que d'une situation provisoire découlant des scissions

intervenues au sein de l'ANC ? Tout dépendra des appétits des dissidents et de l'efficacité du gouvernement d'unité nationale.

II LA LENTE EVOLUTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

Tous les pays envisagés oscillent entre le maintien des liens avec leurs anciens soutiens et une timide ouverture vers l'Occident.

En **ANGOLA**, à la fin de son mandat, en 2012, Eduardo dos Santos, n'avait pas pris la mesure du changement de la donne internationale et continuait à privilégier les anciens soutiens de son pays lors de la guerre civile.

Son successeur Joao Lourenço, plus au fait des équilibres mondiaux opta pour une diversification des partenaires, par pur pragmatisme, en refusant de choisir entre l'Occident et ses principaux concurrents.

Le Dialogue de Partenariat Stratégique (Strategic Partnership Dialogue) qui avait été formalisé en 2009 sous l'Administration Obama, se poursuivit sous la première présidence Trump. Un « Memorandum of Understanding » (MOE) fut signé en 2017, lors d'une visite à Washington de Joao Lourenço, alors Ministre de la Défense. Il prévoyait notamment de renforcer la coopération militaire pour faire pièce à la Russie et à la Chine.

L'Administration Biden, qui avait mis l'accent sur la « US Strategy Toward Sub-Saharan Africa » en 2022, renforça encore plus ses liens avec l'Angola, notamment avec la multiplication de visites croisées dans les deux pays en 2023 et en 2024. A l'occasion de son seul voyage en Afrique, Jo Biden mit l'accent sur la participation des USA, dans le cadre du Lobito Corridor Project, co-piloté avec l'UE. Il s'agit en réalité de la réhabilitation et la modernisation de l'ancien tracé du chemin de fer du Benguela reliant la Zambie, le Katanga et l'océan atlantique, mis à mal lors de la guerre civile. En plus d'autres accords dans les domaines des télécommunications, de vente de Boeing, les USA s'intéressent de près aux minerais dont l'Angola regorge. Enfin, les deux pays ont signé un

partenariat d'acquisition de matériel de guerre, de maintenance et de formation de personnels.

Si dans un souci d'équilibre l'Angola tisse de plus en plus de liens avec l'Occident, il maintient ceux, historiques avec la Chine, qui demeure son 2^e partenaire commercial après l'Afrique du Sud et qui détient 56% de sa dette. Le Président Lourenço a bien participé au 9^e FOCAC de Pékin en 2024, alors qu'il n'a envoyé que son ministre des affaires étrangères au sommet Russie / Afrique de Sotchi deux mois plus tard. Et dans le conflit ukrainien, l'Angola s'est abstenue lors d'une résolution de l'ONU, sur les sanctions à l'égard de la Russie.

En 2025, Lourenço, par ailleurs président de l'OUA, a tenté une médiation entre la RDC et le Rwanda, mais sans grand succès, puisque le Président Trump, tente d'obtenir l'accord des deux principales parties au conflit.

Les **relations internationales du MOZAMBIQUE** ont évolué avec l'adoption d'un système présidentiel multipartite et des élections nominalement libres. Aujourd'hui la diplomatie mozambicaine se veut pragmatique et inclusive.

Sa participation au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2023 et 2024, en tant que représentant de l'Afrique, lui a permis d'avoir une plus grande visibilité sur la scène internationale.

Le Mozambique tente comme ses voisins, d'attirer des investisseurs et des ressources financières susceptibles de développer le pays ; ce qui n'est pas chose aisée, tant que les relations entre le pouvoir et son opposition ne s'apaiseront pas et que sa région Nord ne sera pas pacifiée. D'ailleurs le Mozambique a fait appel à toutes les bonnes volontés pour l'aider à lutter contre les Djihadistes au Cabo Delgado. L'UE y est pleinement impliquée depuis 2021, avec la mission de formation militaire (EUTM-Mozambique), qui est censée se limiter à du soutien opérationnel. Comme l'Angola, le Mozambique a diversifié ses relations tout en maintenant des liens avec ses anciens soutiens : la Chine est son 3^e partenaire commercial et le Mozambique participe régulièrement aux forums

Chine / Afrique. La Russie y déploie une diplomatie économique offensive, sécuritaire contre les islamistes, et également d'ingérence dans les élections.

Au ZIMBABWE, les accords de Lancaster House prévoyaient l'abondement par le Royaume Uni, d'un fond destiné à indemniser les fermiers rhodésiens désireux de céder leurs terres pour qu'elles soient redistribuées à paysans noirs. Mugabe prétextant du peu d'empressement du Royaume Uni à respecter cet engagement, prit des positions antibritanniques et antioccidentales et se lança dans une « Look East Policy » avec la Chine, la Malaisie et l'Iran. Etat dictatorial failli et sous sanctions internationales, le Zimbabwe n'a pas su évoluer comme les autres pays de la sous-région, qui ont progressivement diversifié leurs partenaires. Pourtant à son accession au pouvoir, Emmerson Mnangagwa avait promis de mettre un terme à l'autoritarisme de son prédécesseur et déclaré que le nouveau Zimbabwe était « open for business ». Mais lors du 27^e Forum économique international de Saint-Pétersbourg de juin dernier, le chef de l'Etat Zimbabwéen a sollicité de Poutine une aide militaire.

Fidèle à ses soutiens durant la lutte pour l'indépendance, **la NAMIBIE** privilégie ses relations avec la Russie ; elle s'est d'ailleurs abstenue lors de la résolution de l'ONU concernant l'invasion de l'Ukraine (23 février 2023) et elle a signé des accords de partenariat économique avec la Fédération en septembre 2024.

La Chine quant à elle, contrôle les principales mines d'uranium du pays, via la CNNC et la de Beers, le diamant, les principales richesses du pays.

Les relations avec ses voisins sont bonnes, notamment avec la RSA depuis 1994, même elles sont asymétriques. Compte tenu de la globalisation, la Namibie cherche à diversifier ses partenaires, mais hésite encore à se rapprocher des pays de l'Ouest pour le moment. D'autant plus que sa demande de réparations pour les excès de la colonisation allemande, même si on peut les comprendre, ne sont pas un bon signal envoyé aux Occidentaux.

Dans le domaine de la politique internationale, **l'AFRIQUE DU SUD** a progressivement évolué. Les Président Thabo Mbeki et Jacob Zuma avaient eu du mal à s'éloigner de la ligne traditionnelle de l'ANC, alliée au Parti communiste sud-africain et étaient plutôt resté dans le giron de leurs partenaires naturels.

En revanche, Cyril Ramaphosa s'était déclaré favorable à une approche plus ouverte en matière de relations internationales, d'autant plus que de janvier 2019 à février 2021, il était membre du Conseil de Sécurité et il présidait l'Union Africaine. Cela lui aurait permis, d'avoir une politique étrangère plus équilibrée, et moins antioccidentale, tout en adoptant des positions proches de celles de la Russie et de la Chine en ce qui concerne les interventions étrangères et les droits de l'homme.

Mais l'Afrique du Sud avait refusé de condamner l'intervention russe en Ukraine, et elle avait promis l'immunité à Vladimir Poutine au cas où il assisterait au 15^e sommet des BRICS de Johannesburg en 2023. Elle a même organisé des manœuvres navales, avec la Chine et la Russie en 2019 au Cap, et entre Durban et Richards Bay en février 2024. Récemment, la RSA, qui accueille le sommet du G20 a diplomatiquement repoussé des manœuvres navales avec ces deux pays.

D'ores et déjà des dissensions se font jour au sein de la coalition au pouvoir, notamment sur la Palestine, l'Ukraine et l'élargissement des BRICS.

Enfin, puissance régionale dominante, elle est intervenue militairement au Mozambique pour aider les autorités à combattre les islamistes et en RDC entraînant une menace de guerre du Président Kagame à son encontre.

Dans le domaine de la Gouvernance et des relations internationales, l'Afrique australe est longtemps restée prisonnière de son passé et des conditions dans lesquelles elle s'est émancipée. Afin de satisfaire aux exigences de la

communauté internationale, et pour être éligibles à l'aide étrangère dont elle est dépendante, elle a dû se conformer à un certain nombre d'exigences : le modèle démocratique a majoritairement été adopté, en théorie du moins, car la plupart de ces Etats, sont dirigés par des partis uniques de fait. Seule l'Afrique du Sud a été obligée de constituer un gouvernement d'unité nationale, à la suite de la perte d'influence de l'ANC.

Quant aux relations internationales de ces pays, elles sont longtemps restées limitées aux Etats qui les ont soutenus dans la lutte pour l'indépendance et la règle de la majorité. La reconfiguration de l'ordre international, avec l'émergence de nouvelles puissances les a progressivement conduits à un rééquilibrage de leurs partenaires, de plus en plus attirés par les opportunités qu'offre le continent africain, au plan économique et en termes d'influence.